

UGECAM Ile-de-France

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE SERVICES

Prestation de service de transport de personnes prises en charge au sein des établissements médico sociaux de l'UGECAM ILE-DE-FRANCE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Consultation n° 2024-UG07-02

Date limite de remise des offres : le 1^{er} mars 2024 à 12h00

Date limite pour poser des questions : au plus tard le 23 février 2024

Date limite de dépôt des réponses aux questions : au plus tard le 26 février 2024

SOMMAIRE

Article I.	IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR.....	3
Article II.	OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
Article III.	ALLOTISSEMENT	4
Article IV.	FORME DU MARCHÉ	4
Article V.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
Article VI.	MODE DE PASSATION.....	5
Article VII.	MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	5
Article VIII.	CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ.....	5
	Section 8.01 Dispositions relatives à la co-traitance	5
	Section 8.02 Dispositions relatives à la sous-traitance	6
Article IX.	CONSTITUTION DU DOSSIER DE RÉPONSE.....	6
	Section 9.01 Contenu du dossier de réponse	6
	(a) Pièces relatives à la candidature	6
	(b) Pièces relatives à l'offre.....	7
	Section 9.02 Délai de validité des offres.....	7
	Section 9.03 Variante	7
Article X.	CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES	7
Article XI.	EXAMEN DES CANDIDATURES	9
Article XII.	JUGEMENT DES OFFRES	9
	Section 12.01 Précisions sur le critère « prix ».....	11
	Section 12.02 Négociation avec les candidats	11
	Section 12.03 Attribution	11
	Section 12.04 Notification des résultats	11
Article XIII.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	12

Article I. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Pouvoir adjudicateur :

Union Gestion Caisse Assurance Maladie Ile-de-France
(UGE CAM IDF)
4 place du Général de Gaulle 93100 MONTREUIL

Représentée par : Madame Marie-France BÉGOT-FONTAINE, directrice générale de l'UGE CAM Île-de-France

Article II. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet d'assurer les prestations de transports de personnes résidentes dont le transport a été prescrit par un des établissements médico-social listés ci-dessous.

Sont concernés par le marché les établissements suivants :

Établissement	FINESS	Adresse
MAS Phoenix	920038189	41 rue Klock 92110 Clichy
IME Solfège	920015799	55 rue Denfert Rochereau 92100 Boulogne-Billancourt
ITEP Le Coteau Vitry	940812803	21 rue Verte 94400 Vitry-sur-Seine
ITEP Le Coteau Joinville-le-Pont	940007529	19 avenue Jean Jaurès 94340 Joinville-le-Pont
ITEP 77-Mosaïques Saint-Thibault-des-Vignes	770018224	1bis rue Louis de Broglie 77400 Saint-Thibault-des-Vignes
ITEP 77-Mosaïques Bois-le-Roi	770530012	Château de Brolles 34 avenue Alfred Roll 77590 Bois-le-Roi
ITEP77-Mosaïques - SESSAD Noisiel*	770009959	4 allée Jean Paul Sartre 77186 Noisiel
ITEP77-Mosaïques - SESSAD Coulommiers	770018257	6 rue de la confiserie 77120 Coulommiers
ITEP77-Mosaïques - SESSAD Melun**	770018281	19 avenue de la libération 77000 Melun

* Courant 2024, l'adresse du SESSAD Noisiel sera au 1bis rue Louis de Broglie 77400 Saint-Thibault-des-Vignes

****Courant 2024 l'adresse du SESSAD Melun sera au Château de Brolles 34 avenue Alfred Roll 77590 Bois-le-Roi**

A noter que courant 2024, pour les 3 SESSAD, les transports diminueront progressivement jusqu'à ne plus avoir lieu (trajets internes essentiellement).

Article III. ALLOTISSEMENT

Le marché est alloté comme suit :

Lot	Établissement	Type de prise en charge
1	MAS Phoenix	Transport PMR de résidents et patients
2	IME Solfège	Transport des internes et enfants semi-internes
3	ITEP Vitry-sur-Seine ITEP Joinville-le-Pont	Transport des internes et enfants semi-internes
4	ITEP 77-Mosaïques Saint-Thibault-des-Vignes SESSAD Coulommiers SESSAD Noisiel	Transport des internes et enfants semi-internes
5	ITEP 77-Mosaïques SESSAD Bois-le-Roi	Transport des internes et enfants semi-internes

Article IV. FORME DU MARCHÉ

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande multi-attributaire, sans minimum mais avec un maximum de commandes en application des articles R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique.

Lot	Établissement	Type de prise en charge	Nombre de personnes maximum par jour
1	MAS Phoenix	Transport PRM de résidents et patients	10
2	IME Solfège	Transport des internes et enfants semi-internes	25
3	ITEP Vitry-sur-Seine ITEP Joinville-le-Pont	Transport des internes et enfants semi-internes	80
4	ITEP 77-Mosaïques Saint-Thibault-des-Vignes SESSAD Coulommier SESSAD Noisiel	Transport des internes et enfants semi-internes	80

5	ITEP 77-Mosaïques SESSAD Bois-le-Roi	Transport des internes et enfants semi-internes	60
---	---	--	----

Article V. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est passé pour la période allant du 1er juillet 2024 au 30 juin 2025.

L'accord-cadre sera ensuite reconductible 3 fois un an jusqu'au 30 juin 2028.

Les modalités de la reconduction sont précisées dans le cahier des clauses administratives particulières.

Article VI. MODE DE PASSATION

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée en application des articles L2113-15 et R2123-1 3° du code de la commande publique (services sociaux et autres services spécifiques).

Article VII. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

L'UGECAM IDF se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Article VIII. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

Section 8.01 Dispositions relatives à la co-traitance

Les groupements entre plusieurs fournisseurs sont autorisés à soumissionner s'ils respectent les conditions du présent dossier de consultation.

L'acte d'engagement ainsi que les annexes financières seront signés :

- Soit par tous les membres du groupement,
- Soit par le mandataire du groupement s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

Tous les co-traitants devront fournir les documents administratifs relatifs à la candidature indiqués dans le présent règlement de consultation, sous peine d'élimination du groupement. Les candidats ne sont pas autorisés à présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou de plusieurs groupements.

À l'issue de l'attribution du marché, le pouvoir adjudicateur imposera la forme d'un groupement solidaire conformément à l'article R2142-22 du code de la commande publique.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses

membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, un ou plusieurs sous-traitants.

Section 8.02 Dispositions relatives à la sous-traitance

Le candidat peut présenter son sous-traitant au Pouvoir Adjudicateur à la remise de son offre ou au cours de l'exécution du marché, conformément aux articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique. Tout sous-traitant doit être déclaré.

Sur la déclaration de sous-traitance, devront être expressément indiqués :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- les conditions de paiement,
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant,
- la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics

Cette demande d'agrément devra être accompagnée des documents administratifs suivants : certificats de qualification professionnelle, attestation de régularité fiscale et sociale datant de moins de 6 mois, extrait kbis de moins de 3 mois, attestation d'assurance.

Article IX. CONSTITUTION DU DOSSIER DE RÉPONSE

Section 9.01 Contenu du dossier de réponse

Chaque candidat devra produire un dossier complet, en langue française et dans l'unité monétaire euro comprenant les documents suivants :

(a) Pièces relatives à la candidature

- Lettre de candidature ou formulaire DC1 ou équivalent, dûment rempli ;
- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 ou équivalent, dûment rempli pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique et notamment qu'ils sont en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
À ces deux formulaires (DC1 et DC2), le candidat peut substituer le e- DUME (Document Unique de Marché Européen au format électronique).
- Le e-Dume est un formulaire standard de l'Union Européenne pré-rempli sur la base du numéro SIRET du candidat.
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du présent marché réalisés au cours des trois derniers exercices,

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Présentation d'une liste de références significatives de prestations similaires, indiquant la nature et le montant des prestations réalisées, la date et le destinataire public ou privé, au cours des trois dernières années ;
- L'agrément de transport sanitaire prévu à l'article L.6312-2 du code de la santé publique,

Tous les co-traitants/sous-traitants devront fournir les documents administratifs relatifs à la candidature définis ci-dessus sous peine d'élimination du groupement.

NB : Les candidats ne sont pas tenus de fournir ces justificatifs et moyens de preuve lorsque le pouvoir adjudicateur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'entreprises, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Si le groupement présente sa candidature sous la forme du e-DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un e-DUME distinct.

(b) Pièces relatives à l'offre

- Un acte d'engagement dûment complété : les candidats devront fournir un acte d'engagement par lot. Le montant de la remise sur le tarif conventionnel par type de transport devra être précisé.
- Le cadre de réponse technique complété (un par lot)
- BPU (un par lot)
- Relevé d'Identité Bancaire (RIB) Postal (RIP), caisse épargne (RICE).

Section 9.02 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Section 9.03 Variante

Aucune variante n'est autorisée.

Article X. CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

Les candidatures et les offres devront être entièrement rédigées en langue française.

Les candidats devront transmettre leur offre par voie dématérialisée uniquement à l'adresse de dépôt suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Le pli électronique devra contenir tous les documents relatifs à la candidature et à l'offre mentionnés à l'article 9 du présent règlement.

Pour répondre par la voie dématérialisée, les soumissionnaires devront impérativement disposer d'un compte sur la plateforme du site.

Afin de pouvoir lire les documents électroniques mis en ligne par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels suivants :

- Acrobat reader
- 7-Zip ou Winzip

Les candidats doivent s'assurer de disposer des outils listés ci-après afin d'être en mesure de déposer leur candidature et leur offre sous format électronique, en plus de leurs logiciels bureautiques habituels : Java de Sun en version 1.6.0_21 minimum ou Cryptonit ; Acrobat reader ; 7-Zip ou Winzip ; visionneuse Word, Excel, Powerpoint, Visio ; éventuellement Volo View pour les plans Autocad.

Modalités de transmission de la réponse électronique sur le site de :
<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Pour pallier les éventuelles défaillances de transmission ou la présence d'un programme informatique malveillant dans la candidature et/ou dans l'offre transmise par voie électronique, les candidats sont autorisés à effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (CD ou DVD-rom, clé USB).

Cette copie de sauvegarde doit être envoyée sous pli avec la mention « copie de sauvegarde : marché 197/2021 – TRANSPORTS SANITAIRES » dans les délais impartis pour la remise des plis par voie électronique à l'adresse suivante :

- Par la Poste : par pli recommandé avec accusé de réception ou tout mode d'acheminement permettant de certifier la date de réception à l'adresse suivante :

UGECAM IDF – SIEGE – ETAGE 4
4 place du Général de Gaulle 93100 MONTREUIL

- Par porteur : elles devront alors être remises contre récépissé, du lundi au vendredi de 8H45 à 12H00 et de 14H00 à 16h30 à l'adresse suivante :

UGECAM IDF – SIEGE – ETAGE 4
4 place du Général de Gaulle 93100 MONTREUIL

Il est précisé aux candidats que cette copie de sauvegarde, si elle est transmise dans les conditions précitées, n'est ouverte en lieu et place des plis contenant la candidature et l'offre

transmis par voie électronique, que lorsque ces derniers ne peuvent être ouverts ou contiennent un programme informatique malveillant.

Les plis contenant la copie de sauvegarde que le pouvoir adjudicateur n'aura pas eu besoin d'ouvrir, seront détruits.

Dans le cas où aucune copie de sauvegarde n'aura été transmise et en présence d'un programme informatique malveillant détecté dans un document électronique relatif à la candidature et/ou à l'offre, la candidature ou l'offre contenue dans le document électronique concerné sera alors considérée comme irrecevable en raison du caractère techniquement inexploitable.

Attention : les candidats devront préalablement veiller à ce que le fichier constitutif des plis comportant leur offre ne contienne pas de virus (contrôle anti-virus à jour).

La transmission complète des candidatures et des offres devra intervenir avant la date et l'heure limite de réception des offres fixée dans le présent règlement de la consultation.

Les offres remises par mail ne seront pas acceptées.

Date limite de réception des offres : le 01/03/2024 à 12H00

Tous les échanges avec les candidats se feront de manière électronique via la plateforme. Une attention particulière est donc demandée aux candidats. En effet, ces derniers sont seuls responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : validité de l'adresse mail, redirection automatique de certains mails, utilisation d'anti-spam...

Article XI. EXAMEN DES CANDIDATURES

Si le pouvoir adjudicateur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé dans la demande de complément. Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments seront éliminées. Les candidatures qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché sont éliminées. L'appréciation des capacités professionnelles techniques et financières d'un groupement est globale.

Article XII. JUGEMENT DES OFFRES

L'analyse et le jugement des offres seront effectués à partir des critères d'attribution pondérés de la manière suivante :

1. Prix : 45%
2. Valeur technique : 45%
3. RSE, développement durable, HSE, Qualité : 10%

Critères	Pondération
1. Prix	45%
2. Valeur technique	45%
Sous-critère 2.1 Moyen humains mis à disposition ☞ De l'organigramme fourni ☞ Présence d'un référent HSE, d'un référent qualité ☞ Nombre de régulateurs, d'encadrants ☞ Nombre d'équipages en semaine, dimanches & fériés (+ CV & diplômes) ☞ Nombre d'équipage dédié aux établissements UGECAM IDF	10%
Sous-critère 2.2 Moyens matériels mis à disposition ☞ Nombre de véhicules ☞ Lieu de stationnement des véhicules ☞ Vétusté du parc auto	10%
Sous-critère 2.3 Organisation ☞ Horaires d'ouverture et modalités de fonctionnement de la régulation ☞ Délai maximum pour arriver sur site suite à la réception d'une demande de transport non programmé ☞ Décrire les circuits des commandes de transport (avec et sans régulation centralisée informatique), depuis la réception de la demande jusqu'à la fin du transport. ☞ Indiquer le nom et le fonctionnement de l'outil pour le suivi du traitement des demandes. ☞ Système de géolocalisation des véhicules	15%
Sous-critère 2.4 Protocole d'hygiène et de maintenance des véhicules ☞ Procédure d'hygiène des mains ☞ Procédure relative à l'utilisation de la Solution Hydro Alcoolique (SHA) ☞ Procédure de bionettoyage des véhicules ☞ Procédure de maintenance des véhicules	10%
3. RSE, développement durable, HSE, Qualité ☞ Politique et gestion environnementale (stratégie, formalisation, engagements, actions...) ☞ Taille de la flotte fonctionnant autrement qu'à l'essence <input type="checkbox"/> Politique de gestion des risques, de l'hygiène et de la sécurité (système de management du risque professionnel, plan de gestion des risques individuels et collectifs, politique de prévention...) ☞ Politique qualité (+ certifications qualité)	10%

Section 12.01 Précisions sur le critère « prix »

L'offre la plus intéressante aura la note maximale de 45 points. Le critère prix sera calculé via une simulation des prix des trajets effectués et calculés sur chaque lot avec le BPU renseigné. Les autres offres obtiendront une note qui sera calculée en conservant proportionnellement les écarts avec la meilleure note prix.

Les valeurs obtenues seront arrondies au dixième le plus proche. Les valeurs négatives seront ramenées à 0.

La note attribuée sur le critère prix résulte de la formule suivante :

$$NT = 45 \times (T/To)$$

To = meilleure note prix attribuée

T = la note obtenue par le candidat

Section 12.02 Négociation avec les candidats

Le Pouvoir Adjudicateur peut décider d'attribuer le marché sans négociation.

Néanmoins, le représentant du pouvoir adjudicateur peut également décider d'inviter à la négociation un ou plusieurs soumissionnaires. La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre (à savoir notamment le volet technique, tarifaire, délais...). Le cas échéant, à l'issue de la négociation, le pouvoir adjudicateur invitera les candidats à formaliser par écrit les éléments arrêtés dans le cadre de la négociation. A l'issue de cette négociation, la notation initiale pourra être ajustée et modifiée afin de prendre en compte les éléments arrêtés à l'issue des négociations.

Section 12.03 Attribution

Après avis de la commission d'examen des marchés, le représentant du pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue de l'analyse comparative des offres.

Section 12.04 Notification des résultats

Le candidat dont l'offre est retenue en est informé par voie électronique via la plateforme suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Conformément à l'article R.2144-3 du Code de la commande publique, il sera demandé à l'attributaire, s'il ne les avait pas déjà fournis, de produire dans un délai de 10 jours qui suivent la demande, les documents suivants :

- L'acte d'engagement signé manuscritement
- Si l'attributaire est en redressement judiciaire : celui-ci devra produire la copie du ou des jugements permettant de justifier de l'habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.
- Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du code du travail, ces pièces sont à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché ;

- Un extrait K, Kbis, D1 ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, datant de moins de trois mois
- Une attestation d'assurance de responsabilité civile ou professionnelle en cours de validité
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (datant de moins de 6 mois) : attestation URSSAF et liasses fiscales.

Ces documents seront à déposer sur la plateforme e-attestations.

Si l'attributaire ne peut produire ces documents dans les délais impartis, son offre sera rejetée et le candidat éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables. Les candidats dont l'offre n'est pas retenue en sont informés par voie électronique via la plateforme suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Article XIII. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir 7 jours avant la date limite pour la réception des offres une demande écrite sur la plateforme de dématérialisation :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Une réponse sera alors mise en ligne sur la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise> 4 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.